

Titre de Manager des affaires juridiques internationales (MS)

Référentiel de certification

Bloc 1	Manager la performance et accompagner la transformation de l'entreprise et des équipes
Bloc 2	Définir la stratégie juridique de l'organisation en collaboration avec la direction
Bloc 3	Piloter les activités juridiques de l'organisation
Bloc 4	Gérer et sécuriser les relations d'affaires juridiques (clients internes, externes et fournisseurs)

RÉFÉRENTIEL DE COMPÉTENCES : TITRE MANAGER DES AFFAIRES JURIDIQUES INTERNATIONALES (MS)

REFERENTIEL D'ACTIVITES <i>décrit les situations de travail et les activités exercées, les métiers ou emplois visés</i>	REFERENTIEL DE COMPETENCES <i>identifie les compétences et les connaissances, y compris transversales, qui découlent du référentiel d'activités</i>	REFERENTIEL D'ÉVALUATION <i>définit les critères et les modalités d'évaluation des acquis</i>	
		MODALITÉS D'ÉVALUATION	CRITÈRES D'ÉVALUATION
<p>Bloc 1- Manager la performance et accompagner la transformation de l'entreprise et des équipes</p> <p>A1. Développement stratégique</p> <ul style="list-style-type: none"> - Identification des moyens et objectifs de l'organisation 	<p>C1. Orienter sa prise de décisions dans un esprit entrepreneurial ou intrapreneurial en identifiant les objectifs et les moyens de l'organisation, en mettant en œuvre les actions permettant d'atteindre ces objectifs, et en y intégrant les enjeux liés à la RSE en adoptant une démarche inclusive (vis-à-vis du handicap, du genre, etc.) afin de mettre en place une stratégie performante et responsable/éthique.</p>	<p>Mise en situation professionnelle</p> <p><i>Projet de développement d'entreprise via l'un de ses produits ou services (Digital Week Competition)</i></p> <p>A partir de la demande d'une entreprise partenaire sur un cas réel et actuel, les candidats, réunis en équipes transdisciplinaires (juridique, logistique, marketing, achat, entrepreneur, stratégie...) doivent proposer une stratégie de développement de</p>	<p>Pour C1 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des propositions sont faites à l'entreprise partenaire et des réponses argumentées sont apportées aux objections soulevées par le jury d'évaluation. - Une explication des décisions prises est fournie et argumentée à l'oral - Les moyens et les objectifs de l'organisation sont identifiés et pris en compte dans la proposition - Une stratégie de développement adaptée à l'organisation est proposée avec sa déclinaison en

<ul style="list-style-type: none"> - Définition des grandes orientations stratégiques et des actions en adéquation avec les objectifs identifiés - Intégration de la RSE dans la stratégie de l'organisation - Identification des freins au développement de l'organisation - Conception de solutions à court et long terme pour les résoudre 	<p>C2. Mettre en place un plan stratégique de développement de la performance en identifiant les dynamiques de changement externes et internes, en identifiant les freins et dysfonctionnement de l'organisation et en concevant des solutions organisationnelles et/ou structurelles pour les résoudre afin d'accompagner l'organisation dans son développement et sa performance.</p> <p>C3. Accompagner l'organisation dans la transition digitale à l'aide d'une veille sur les innovations technologiques en proposant de nouvelles solutions digitales en concertation avec la hiérarchie, afin d'améliorer la performance de l'organisation.</p>	<p>l'entreprise, de l'un de ses produits ou de l'un de ses services, impliquant la transformation, le respect de la RSE et la mise en place d'outils innovants et de performance dans l'entreprise (notamment digitaux).</p> <p>Travail de groupe avec deux présentations orales (intermédiaires et finales).</p> <p>Cette modalité est évaluée à la fois par un coach accompagnateur, par le représentant de l'entreprise cliente et par la responsable pédagogique de la Digital Week Competition.</p> <p>Processus d'évaluation coordonné et garanti par la responsable pédagogique de la Digital Week Competition</p>	<p>plan d'action, dans le respect des enjeux liés à la RSE, à l'inclusivité (handicap, genre, etc.) et à la transformation des entreprises via la digitalisation</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des propositions de produits ou de services sont faites en prenant en compte la diversité des futurs usagers (handicap, genre, etc.) <p>Pour C2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les dynamiques de changement de l'environnement et organisationnel sont identifiées - Les freins et dysfonctionnements de l'organisation sont identifiés et des solutions cohérentes avec les problématiques identifiées sont proposées <p>Pour C3 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des solutions digitales et de transformation adaptées à l'organisation et au projet sont proposées
---	---	---	---

<p>A2. Management de la transformation</p> <ul style="list-style-type: none"> - Concertation avec la hiérarchie pour la mise en œuvre de transformations de l'organisation (transition numérique, changements organisationnels...) - Accompagnement de ses équipes dans la mise en œuvre des solutions - Utilisation des principaux concepts du management et leur articulation interdisciplinaire - Animation d'une équipe diverse 	<p>C4. Animer une équipe interdisciplinaire, multi-acteur et multiculturelle en utilisant les principes de management adéquats, en communiquant de manière efficace afin de fédérer les différentes parties prenantes autour d'un projet.</p>		<ul style="list-style-type: none"> - Un plan de mise en œuvre de la solution retenue est proposé <p>Pour C4 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les techniques de communication professionnelle permettant la circulation des informations et leur présentation écrite et orale sont utilisées - Les différentes parties prenantes sont fédérées autour du projet - Le projet est délivré dans les temps à l'entreprise partenaire.
--	--	--	--

<ul style="list-style-type: none"> - Fédération d'une équipe autour d'un projet - Adoption d'une démarche inclusive (management transversal, procédures de recrutement favorisant la diversité et la prise en compte du handicap, etc.) 			
<p>Bloc 2 - Définir la stratégie juridique de l'organisation en collaboration avec la direction</p> <p>A1. Analyse et veille juridique de l'environnement interne et externe de l'organisation</p>	<p>C5 Réaliser un audit juridique de l'organisation en recensant ses actifs et en analysant le portefeuille contractuel et les outils juridiques déjà déployés par l'organisation afin de faire le bilan de sa situation et d'identifier les points d'amélioration.</p>	<p>E2 Mise en situation professionnelle réelle <i>Audit des outils juridiques d'une entreprise (Data Room / Montage LBO Due Diligence)</i> (C5) Le candidat réalise un montage pour une acquisition de société comprenant un audit de l'ensemble des documents contractuels de l'entreprise Rapport final rendu à l'associé de l'entreprise cliente suivi d'une présentation orale en groupe.</p>	<p>E2 <u>Évaluation de groupe</u> (Rapport)</p> <p>Le rapport d'audit contient les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le contexte dans lequel évolue la société (actifs, portefeuille) - L'analyse exhaustive des outils juridiques - les enjeux auxquels est confrontée la société - des propositions de recommandations pratiques

<ul style="list-style-type: none"> - Analyse du fonctionnement de l'organisation - Recensement des actifs de l'organisation (clients, actifs financiers...) - Analyse du portefeuille contractuel et des outils juridiques déjà mis en place ou déployés dans l'organisation 			<p><u>Evaluation individuelle</u> (Présentation orale)</p> <p>La présentation orale du candidat est synthétique, argumentée et structurée. Elle décrit le processus complet de l'audit. L'approche proposée de l'audit correspond à la posture attendue.</p>
<ul style="list-style-type: none"> - Veille juridique et contentieuse (jurisprudence) - Veille financière et économique - Entretien d'un réseau professionnel (confrères du droit) 	<p>C6 Élaborer un dispositif de veille sur les enjeux juridiques, contentieux et financiers contemporains en compilant les sources juridiques et contentieuses officielles et en cultivant un réseau professionnel afin d'anticiper les évolutions législatives et réglementaires et de maintenir l'organisation dans le cadre légal.</p>	<p>E3 Cas pratique <i>Mise en place d'un dispositif de veille à des fins de lobbying (C6)</i> A partir d'une thématique réelle (lanceur d'alerte, devoir de vigilance, souveraineté numérique...) le candidat rassemble l'ensemble des documents et des données nécessaires à la mise en place d'un lobbying sur ce sujet. Travail de groupe avec présentation orale</p>	<p>E3 <u>Évaluation de groupe</u> (Support)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les documents rassemblés sur le sujet permettent d'avoir une vision globale du sujet et de ses enjeux, au regard de ses différentes déclinaisons : droit public, droit des affaires, droit de l'UE... - Les documents rassemblés sont issus de sources de natures différentes : médias, réseaux sociaux, sites de pétitions, blogs dédiés, sites des acteurs majeurs, sites institutionnels de l'UE et nationaux... - Le travail effectué prend en compte la diversité des positions politiques liées au sujet

			<p><u>Evaluation individuelle</u> (Présentation orale)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le candidat restitue son travail à l'oral de façon claire, synthétique, argumenté et structuré - La méthodologie de recueil des informations est décrite et pertinente au regard du sujet abordé
<p>A2. Sécurisation juridique de la gouvernance de l'organisation</p> <ul style="list-style-type: none"> - Contrôle de conformité des axes stratégiques mis en œuvre sur le plan juridique - Cartographie des risques juridiques et judiciaires (France et international) - Evaluation des risques et de leurs conséquences sur la réputation de l'organisation - Classification des risques : pénaux, de responsabilité civile et pénale (notamment pour les dirigeants), risques d'aléas judiciaires notamment selon les territoires (protectionnisme, corruption, lenteurs) 	<p>C7 Établir une cartographie des risques juridiques et judiciaires de la stratégie de l'organisation en se fondant sur l'historique de l'organisation ainsi que sur son implantation géographique, sur sa connaissance de la typologie des risques et sur des analyses d'experts afin d'anticiper l'apparition de problèmes et d'anomalies sur ces plans.</p>	<p>E4 Cas pratique</p> <p><i>Présentation d'une problématique juridique (enjeux et solutions) de façon claire et concise à des interlocuteurs non juristes (C7)</i></p> <p>A partir d'une thématique réelle, à laquelle est confrontée une organisation, le candidat formalise une problématique juridique en y intégrant les différents enjeux inhérents à la situation (historique, implantation géographique, risques...)</p> <p>Présentation orale de groupe</p>	<p>E4</p> <p><u>Évaluation de groupe</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La problématique juridique présentée est claire et compréhensible par un public non juriste - Les différents enjeux, de différentes natures sont identifiés - Des solutions innovantes et créatives sont proposées par le biais d'un plan d'actions <p><u>Evaluation individuelle</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le propos est clair, argumenté et structuré - le candidat fait la démonstration de sa connaissance de la typologie des risques juridiques et judiciaires : citation des principaux

<p>administratives et judiciaires...)</p>			
<ul style="list-style-type: none"> - Conseil à des entreprises de différentes tailles : start-up (business plan), PME, grand groupe... : adaptation aux moyens déployés, prise en compte du degré d'internationalisation... - Mise en adéquation des objectifs de l'organisation avec les règles de droit - Analyse des enjeux financiers des dossiers (montant du litige, coûts de la transaction, de la procédure...), réputationnels (presse, image), risques d'aléas judiciaires 	<p>C8 Conseiller les dirigeants sur le plan juridique et des affaires financières en prenant en compte la taille et le niveau de développement de l'organisation et en veillant au respect des normes juridiques, économiques, financières, éthiques et/ou déontologiques afin de sécuriser la situation de l'organisation.</p>	<p>E5 Mise en situation professionnelle fictive</p> <p><i>Rapport stratégique portant sur une fusion-acquisition (C8)</i></p> <p>A partir de la demande d'un projet d'acquisition d'une société française par un entrepreneur étranger, le candidat doit conseiller ce dernier pour mettre en place une stratégie adaptée. Il prend en compte les difficultés du projet ainsi que les différents aspects (fiscal, juridique, social) impactés par cette acquisition.</p> <p>Travail écrit individuel</p>	<p>E5</p> <ul style="list-style-type: none"> - La stratégie décrite prend en compte les spécificités du projet et identifie les options et les processus les plus appropriés à la situation - La stratégie décrite est basée sur des critères de différentes natures : juridiques, fiscaux, sociaux - Les difficultés principales inhérentes à un processus d'acquisition sont identifiées
<ul style="list-style-type: none"> - Vérification des arguments à charge et à décharge (faveur/défaveur de l'organisation) - Analyse des chances de succès précontentieux 	<p>C9 Élaborer un argumentaire juridique adéquat pour défendre l'organisation en cas de risque avéré en vérifiant les arguments en sa faveur et en sa défaveur, en analysant les chances de succès du dossier</p>	<p>E6 Jeu de rôle</p> <p><i>A partir d'un cas de litige donné, un candidat incarne les arguments en faveur, un autre en défaveur de l'organisation concernée.</i></p>	<p>E6</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une posture professionnelle est adoptée - Le ton de voix est adapté au positionnement : mise en exergue de mots-clefs, tempo permettant le suivi du propos et le maintien de l'attention - L'argumentaire sert le parti pris par le candidat

<p>(résolution amiable des différends/transactions) et contentieux des dossiers traités (capacité à obtenir des dommages et intérêts, aléas judiciaires, temps de procédure, enjeux réputationnels et financiers du litige...)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prise en compte des enjeux et des choix politiques de l'organisation (ex : politique sur la lutte contre la contrefaçon) 	<p>précontentieux et contentieux et en prenant en compte les enjeux et choix politiques de l'organisation.</p>	<p>Oral en binôme.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - L'argumentaire est appuyé sur des exemples concrets et reliés au cas présenté
<p>Bloc 3: Piloter les activités juridiques de l'organisation</p> <p>A3 Supervision de l'élaboration et de la mise à jour de la production de la documentation juridique</p> <ul style="list-style-type: none"> - Hiérarchisation des dossiers en fonction des enjeux - Gestion des priorités - Respect des délais fixés avec les collaborateurs internes et les clients 	<p>C10 Hiérarchiser les dossiers en fonction des enjeux en évaluant le temps à leur consacrer et en les classant par priorité afin de respecter les délais fixés avec les collaborateurs internes et les clients externes/fournisseurs et en veillant au respect des délais légaux.</p>	<p>E7 Mise en situation professionnelle réelle</p> <p>Le candidat est amené, au cours d'une mission professionnelle exercée au sein d'une entreprise réelle, à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - organiser le travail sur des dossiers juridiques (C10, C11) - travailler sur un projet de développement de l'entreprise (C12) - collaborer avec les différents services 	<p>E7</p> <p><i>En sus des critères d'évaluation présentés ci-après, une évaluation générale de l'ensemble de la mission est formulée : non conforme aux attentes, conforme aux attentes ou remarquable.</i></p> <p>Pour C10 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le candidat, dans le cadre de ses responsabilités, travaille de manière autonome, prend des décisions seul, anticipe les demandes et besoins de sa hiérarchie et mobilise les ressources disponibles.

<p>externes/fournisseurs sur les dossiers non contentieux internes en cours</p> <ul style="list-style-type: none"> - Respect des délais légaux et administratifs (délais comptables, fiscaux, contentieux, renouvellement des titres de propriété intellectuelle, déclarations douanières...) liés à la réglementation à date. 		<p>opérationnels (C12, C13, C14)</p> <p>A l'issue de la mission, le directeur de mission responsable de l'observation du candidat remplit une grille d'évaluation individuelle transmise au jury de certification.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Un planning des missions réalisées par le candidat est établi, dans lequel les actions sont hiérarchisées en fonction des priorités du service pour atteindre les objectifs dans les délais fixés
<ul style="list-style-type: none"> - Élaboration et supervision de la réalisation de la documentation juridique liée à l'activité de l'organisation (contrats...) - Coordination du circuit des dossiers pour la rédaction des différentes clauses (service commercial, achats, comptable, logistique (solvabilité du nouveau client par ex), R&D pour un prototype...) - Mise à jour en fonction des évolutions sociales, législatives, réglementaires, économiques : clause 	<p>C11 Piloter la production des documents juridiques et la rédaction des actes juridiques liés à l'activité de l'entreprise en coordonnant le circuit des dossiers pour la rédaction des différentes clauses et en vérifiant que les dossiers sont mis à jour en fonction des évolutions de la réglementation (clause RGPD, éthique des affaires...) afin de permettre la bonne marche de l'organisation.</p>		<p>Pour C11 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La coordination des dossiers est correctement organisée : pas de perte de dossiers, dossiers transmis à l'ensemble des personnes concernées... - Les mises à jour des dossiers sont réalisées au cours de la mission

<p>RGPD, éthique des affaires, clause de force majeure en situation de crise sanitaire...</p>			
<p>A4. Accompagnement juridique des projets de l'entreprise</p> <ul style="list-style-type: none"> - Implication dans les projets de développement et/ou de restructuration : fusion-acquisition, cession de filiales, création de filiales ou de bureaux à l'étranger, clause d'exclusivité territoriale pour certains agents ou distributeurs ... - Prise en compte de la digitalisation des organisations 	<p>C12. Piloter juridiquement des projets de développement ou de restructuration de l'entreprise en intégrant les évolutions juridiques et fiscales nationales et internationales et les transformations technologiques dans les projets afin de sécuriser la conduite du projet.</p>		<p>Pour C12 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - De nouvelles approches sont proposées pour résoudre des problématiques de développement propres à l'entreprise. - Le candidat apporte des solutions originales et pertinentes au regard de la situation présentée. - le candidat favorise l'élaboration de solutions collectives en mettant en oeuvre un comportement personnel favorisant la création de valeur par le groupe
<ul style="list-style-type: none"> - Assistance juridique et organisationnelle dans le cadre de leurs projets (sécurisation) - Implémentation des évolutions sociales (législation) dans l'organisation (ex : télétravail) 	<p>C13 Définir un cadre juridique précis aux opérationnels en identifiant les moyens et les objectifs juridiques, financiers ou humains à mettre en place et en implémentant les évolutions sociales et</p>		<p>Pour C13 :</p> <p>Des méthodes et/ou plans d'actions sont proposés, de nature à maîtriser des contextes à multiples dimensions et/ou présentant des enjeux majeurs pour l'entreprise. Ils comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'état des lieux des moyens de l'entreprise

	législatives au service d'une organisation visionnaire.		<ul style="list-style-type: none"> - la description des objectifs juridiques, financiers ou humain de l'entreprise - des propositions d'amélioration mettant en relation moyens et objectifs
<ul style="list-style-type: none"> - Communication du service juridique - Collaboration avec le service communication/secrétariat général pour les communications juridiques et judiciaires de l'organisation (ex : fusion/acquisition, procès médiatiques, grands contrats internationaux, etc.). - Collaboration avec le service marketing : vérification de marquage produit ou d'impératifs de marketing direct (PLV, brochures commerciales, sécurisation des données de l'organisation diffusées sur les réseaux sociaux, storytelling, personnalisation des produits ou services client...) 	<p>C14 Conseiller les opérationnels dans la rédaction des contrats commerciaux et les activités nécessitant un accompagnement juridique en relayant auprès d'eux les informations juridiques et économiques pertinentes et en communiquant de manière professionnelle, afin de contribuer à inscrire la réalisation de leur projets dans le cadre juridique de l'organisation.</p>	<p>E8 Cas pratique</p> <p><i>Présentation d'une stratégie de lancement marketing pour un cabinet d'avocat (C14)</i></p> <p>A partir d'une demande fictive issue d'un jeune cabinet d'avocat, les candidats proposent une stratégie marketing comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les personnes marketing ciblées - L'offre proposée et son positionnement de prix (détails et arguments) - La stratégie d'acquisition choisie pour capter cette cible - Des exemples de leviers avec un message précis et cohérent 	<p>E7</p> <p>Pour C14 : Le candidat prend en compte, dans le cadre de ses responsabilités, les besoins des interlocuteurs externes ou internes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - échanges avec les opérationnels sur des problématiques juridiques - remontée des besoins au directeur de mission - communication verbale (Powerpoint, présentations,...) - communication écrite (mails, mémos, notes, réseaux sociaux...) - adaptation du discours au public visé <p>E8</p> <p>Pour C14 : <u>Évaluation de groupe</u> (Support) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La proposition prend en compte le cadre juridique et économique de l'entreprise

		<ul style="list-style-type: none"> - Un parcours client/utilisateur expliqué et justifié - Une stratégie de <i>professional branding</i> permettant la mise en avant de chaque collaborateur <p>Travail de groupe suivi d'une présentation orale</p>	<ul style="list-style-type: none"> - La demande de départ du cabinet (consigne) est respectée - Des propositions originales et argumentées sont faites <p><u>Evaluation individuelle</u> (Présentation orale) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La communication orale est fluide et adopte un ton professionnel - Le discours est adapté au public visé
--	--	--	---

<p>Bloc 4: Gérer et sécuriser les relations d'affaires juridiques (clients internes, externes et fournisseurs)</p> <p>A5 Conseil juridique aux clients internes et externes</p> <ul style="list-style-type: none"> - Analyse de problématiques juridiques, financières ou managériales - Recherche de solutions aux transactions ou situations litigieuses (précontentieux et contentieux) - Détermination de la nature juridique ou non d'une problématique et de ses conséquences (solutions juridiques et/ou extra juridiques selon la situation) - Proposition d'options et de recommandations 	<p>C15 Rechercher des solutions innovantes en cas de problématiques juridiques, financières ou managériales, de transactions ou de situations litigieuses, en déterminant la nature juridique ou non du problème posé et donc de sa résolution et en proposant des options et des recommandations pour préserver la relation d'affaires et les intérêts de l'organisation.</p>	<p>E9 Etude de cas</p> <p><i>Résolution de problématiques juridiques complexes (C15)</i></p> <p>A partir de textes complexes officiels ou de descriptions de situations juridiques réelles, le candidat doit analyser et résoudre une problématique complexe impliquant les domaines juridiques, financiers et managériaux (ex : échanges d'informations, marché pertinent, effets unilatéraux, position dominante collective) en proposant des solutions innovantes.</p> <p>Travail de groupe avec présentation orale</p>	<p>E9</p> <p><u>Évaluation de groupe</u> (support) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - La nature de la problématique est déterminée - Des recommandations sont proposées, y compris sur des pistes qui comportent des prises de risque <p><u>Évaluation individuelle</u> (Présentation orale) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les points clés sont identifiés et retranscrits de façon compréhensible - Le raisonnement juridique adopté est simple, clair et concis, dans le respect de la méthode d'analyse juridique technique
--	---	---	--

<ul style="list-style-type: none"> - Rédaction d'un protocole d'accord transactionnel - Rédaction de courriers de mise en demeure - Préparation des conclusions d'avocats en cas de procédure judiciaire - Adoption d'une posture professionnelle - Plaidoirie devant des juridictions de l'ordre judiciaire, des juridictions administratives (avocat ou conseil en propriété industrielle) ou des tribunaux arbitraux (justice privée, arbitrage international) - Respect du Code de la déontologie (Règlement intérieur national pour les avocats et Code de déontologie des juristes d'entreprise édictés par l'Association Française des Juristes d'Entreprise pour les juristes d'entreprise) 	<p>C16 Représenter le client ou l'organisation en cas de litige en rédigeant un protocole d'accord transactionnel ou un courrier de mise en demeure, en préparant des conclusions d'avocats, en plaidant devant les juridictions ou les tribunaux arbitraux, en respectant le code de la déontologie des avocats et en adaptant une posture professionnelle adaptée afin de défendre ses droits.</p>	<p>Cas pratique</p> <p><i>Rédaction de consultations juridiques (C12)</i></p> <p>Sur la base de cas pratiques, le candidat rédige plusieurs consultations juridiques et un résumé d'une sentence arbitrale.</p> <p>Travail écrit individuel.</p>	<p>Pour les consultations juridiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les faits sont exposés dans l'ordre chronologique - Les faits sont qualifiés juridiquement - La question est transposée en termes juridiques - Les problèmes de droit à résoudre sont formulés - Le plan est annoncé - La solution est exposée et expliquée - Les contraintes formelles des différents actes des procédures sont respectées - Les arguments développés sont persuasifs <p>Pour le résumé de la sentence arbitrale :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les parties concernées sont nommées - Les faits sont exposés - Les questions juridiques sont citées - La décision rendue est expliquée (sur quels principes juridiques elle repose et quels sont les motifs la justifiant)
---	---	---	---

<p>A6 Négociation contractuelle avec les collaborateurs internes, les clients externes et les fournisseurs</p> <ul style="list-style-type: none"> - Négociation des clauses de contrat telles que : objet du contrat, prix, propriété intellectuelle, confidentialité, résiliation de contrat, clause attributive de compétence juridictionnelle, clause d'arbitrage, loi applicable, clause pénale, clause de survie du contrat (non concurrence) ... - Argumentation, prise de parole, déploiement d'une stratégie de négociation - Expression de son leadership pour convaincre (synthèse, maîtrise rhétorique...) 	<p>C17 Négocier les clauses d'un contrat en déterminant son objet, son prix, son degré de confidentialité, ses modalités d'exploitation, de mise en œuvre et de résiliation et en argumentant afin de parvenir à un contenu contractuel efficace.</p>	<p>Cas pratique</p> <p><i>Analyse de situation incluant une rédaction de contrat (C17, C18)</i></p> <p>A partir des actifs de propriété intellectuelle d'un client (protection, exploitation et défense des actifs immatériels de l'entreprise), les candidats rédigent des clauses de contrat appropriées à la situation.</p> <p>Travail de groupe suivi d'une présentation orale</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les clauses sont conformes à l'ordre public - L'objet du contrat, son prix, son degré de confidentialité, ses modalités d'exploitation, de mise en oeuvre et de résiliation sont définis - Les clauses sont rédigées de façon claire et explicite - Les contraintes formelles sont respectées - La présentation orale est structurée et claire - Le ton et le rythme de parole sont appropriés à chaque phase du discours
---	--	---	--

Outre les modalités d'évaluation présentées dans le référentiel, les candidats doivent rédiger une thèse professionnelle et faire une soutenance orale. Cette thèse constitue l'étape ultime d'évaluation du participant selon les critères de rigueur scientifique, de pertinence sectorielle et d'utilisabilité pour l'entreprise à laquelle elle se réfère. Elle est une modalité d'évaluation globale et transversale du cursus et fait la synthèse de toutes les compétences acquises, qu'elles soient d'ordre stratégique ou opérationnel. Elle démontre l'aptitude du / de la candidat(e) à exposer et analyser par écrit la problématique retenue et à la présenter de façon claire et convaincante à l'oral devant un jury. La validation de la thèse professionnelle est indispensable pour obtenir la certification.

Pour la VAE :

- Le candidat désirant obtenir la certification dans son intégralité par la voie de la VAE devra valider les 4 blocs de compétences et faire la preuve qu'il possède les capacités et compétences nécessaires à la production d'un travail écrit solide portant sur l'analyse et la résolution d'une situation ou problématique professionnelle et à sa présentation orale.
- Il existe également la possibilité de valider partiellement la certification (par bloc de compétences). Le candidat devra dans ce cadre fournir les preuves nécessaires pour valider les compétences du (des) bloc (s) concerné (s).